

Ruralia

Ruralia

Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

18/19 | 2006

Varia

Élites impériales et modernisation de l'espace rural dans le sud-est du Bassin parisien : les Berthier de Wagram et le canton de Boissy-saint-Léger de 1830 à la crise de 1929

François Lalliard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1141>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

François Lalliard, « Élites impériales et modernisation de l'espace rural dans le sud-est du Bassin parisien : les Berthier de Wagram et le canton de Boissy-saint-Léger de 1830 à la crise de 1929 », *Ruralia* [En ligne], 18/19 | 2006, mis en ligne le 28 août 2007, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1141>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Élites impériales et modernisation de l'espace rural dans le sud-est du Bassin parisien : les Berthier de Wagram et le canton de Boissy-saint-Léger de 1830 à la crise de 1929

François Lalliard

- 1 Le sud-est de la Seine-et-Oise au lendemain de la Révolution demeurait une contrée incontestablement rurale, exempte d'une suburbanisation qui ne se développera tout à fait qu'au temps des Trente Glorieuses. La proximité d'une capitale surdimensionnée, concentrant pouvoir, fortune et haute culture lui était pourtant rien moins qu'indifférente. En effet, la propriété du sol s'y partageait entre de petites superficies exploitées par des cultivateurs et/ou artisans locaux, et de grandes surfaces spéculatives dévolues sous l'Ancien Régime à la noblesse courtisane et à l'élite parlementaire ou financière. Exemple était à cet égard le domaine (ci-devant marquisat) de Grosbois. Après avoir appartenu à Charles de Valois qui en fit refaire le château, et à diverses maisons de l'aristocratie parlementaire (tels les Harlay), et enfin au comte de Provence, puis saisi comme bien national, avant d'être repêché par le « roi » Barras au temps de sa splendeur, il fut, à sa chute, revendu à l'habile Fouché, vite contraint par Napoléon de le céder à son chef d'état-major, le maréchal Berthier, bientôt prince de Wagram et décédé accidentellement en 1815.
- 2 Aussi quand le fils du maréchal Berthier prit la tête du domaine de Grosbois en 1831, il devait presque tout à son père : fortune, titre, et position privilégiée – puisque maintenu à la pairie par une monarchie de

Juillet en mal d'une élite à même de se substituer à l'aristocratie légitimiste. D'où l'interaction de deux stratégies complémentaires : celle, personnelle, du prince de Wagram visant à convertir un héritage glorieux en une position de notable rural, et celle, nationale, de Louis-Philippe. En effet, le régime cherchait – puisque les espaces ruraux sont autant lieux d'exercice du pouvoir (et au premier chef du pouvoir d'État), que territoires où les acteurs sociaux s'inscrivent dans un ensemble de relations d'autorité – à se donner une légitimité appuyée sur le pays légal formé par les dits notables et leurs mandants, à la poursuite d'une impossible « république des propriétaires », que ne réaliseront ni le Second Empire, ni la Troisième République, l'un et l'autre assis sur d'autres modèles de légitimité et sur des conceptions divergentes du rôle assigné à ces élites rurales.

- 3 Dès lors, on verra à quel degré le règne du « roi bourgeois » et le court intermède de la Seconde République correspondirent, dans cette zone périurbaine, à des années d'immobilisme relatif fondées sur la pratique routinière du clientélisme, avant de saisir en quoi le Second Empire a pu s'appuyer sur un tissu social dynamisé par des transmetteurs dont certains notables bien choisis pouvaient remplir la fonction, puis de s'interroger sur la façon dont la remise en jeu de leur rôle après la chute de Napoléon III s'articule à la consolidation de la « République au village », pour aboutir à une véritable redéfinition de leur relation au monde rural, et, partant, de leur identité entre « Belle Époque » et crise de 1929.

Orléanisme, retour à la terre et clientélisme rural dans les campagnes du sud-est parisien : le cas du canton de Boissy-Saint-Léger (1830-1851)

Un retour à la terre appuyé sur une gestion traditionnelle...

- 4 Quand le fils du maréchal Berthier accéda, en 1831, à la majorité légale (fixée à 21 ans), la monarchie de Juillet venant à peine de consolider ses bases, il n'était donc, aux yeux du monde, que l'héritier d'un nom célèbre assorti d'un titre prestigieux, celui de prince de Wagram, et d'une immense fortune en partie issue des dotations attribuées par l'empereur à son père qui, avant que les désastres de 1814-1815 ne l'en privent, avait eu l'heureuse idée d'en revendre une portion pour en remployer le produit en achats de terres et de massifs forestiers contigus à son domaine de Grosbois ¹. Attachés au titre, ces biens furent donc transmis *in extenso* au fils du maréchal, au détriment de ses deux filles. En revanche, chacune d'elles reçut un tiers de sa fortune propre, dont des terrains proches du château, tandis que leur frère héritait uniquement du château et de son parc – et encore restait-il leur devoir des soultes compensatoires ².

- 5 Élevé dans le moule aristocratique par sa mère, fille du duc *en* Bavière, et successeur d'un homme célèbre fraîchement implanté dans cette campagne du sud-est de l'Île-de-France, le jeune homme se devait de s'en montrer le digne successeur. Il lui parut que la meilleure façon de se bâtir une légitimité était d'utiliser l'indispensable ancrage que représente un domaine châtelain de 670 hectares, pour s'arrimer à la *high society* par le biais de la notabilité rurale. Sans cependant renier ses origines napoléoniennes, puisque par son mariage, il épousait une Clary (ce qui en faisait un parent des rois de Suède), fille de général et fort riche ³. Pour acquérir la nécessaire respectabilité, il se mit en devoir de reconstruire la propriété paternelle, démembrée par le partage successoral, en récupérant les terrains passés aux mains de ses sœurs ou revendus par elles. C'est ainsi qu'en 1838, il put – grâce à l'héritage de sa femme – racheter à sa sœur, la comtesse d'Hautpoul, le domaine de Marolles, composé d'une maison bourgeoise (qui deviendra la résidence de campagne de sa fille, mariée à un Murat), d'une grosse ferme contiguë et de 150 hectares de terres labourables, puis, l'année suivante, dans la même commune, les 4 hectares de terres et les bâtiments de l'ancienne tuilerie, revendue à un tiers par sa sœur un peu avant. Les années suivantes, le couple, sollicité par d'autres acquisitions (dont un hôtel particulier, rue de La Rochefoucauld, élément indispensable du style de vie aristocratique), n'acheta que très peu de terrains (soit 135 hectares environ, dont 130 hectares de bois).
- 6 Dans sa gestion de la ferme du château, Napoléon-Alexandre agit, comme dans les autres domaines, en successeur de son père. Ainsi, alors que le maréchal l'avait exploitée certes à son compte mais de bien loin, et que sa veuve eût jugé plus commode de la mettre en location, le jeune homme voulut en assurer lui-même la direction. Il est vrai que pour nombre de nobles, il était dans l'air du temps de se faire « agriculteur ». N'observe-t-on pas un peu partout en France, de la Somme au Doubs ⁴, un grand mouvement – où entrent, il est vrai, des raisons politiques parfaitement étrangères aux Wagram – de « retour à la terre » ? Quoi qu'il en soit, en ces premières années d'exploitation, l'héritier du maréchal pilota son établissement surtout vers un élevage ovin de qualité, comme l'attestent les achats réguliers de béliers *Southdown*, complété par une polyculture céréalière d'appoint où dominaient essentiellement le seigle, l'orge et le blé, tandis qu'élevage bovin et fourrages demeuraient des activités de second plan. De la sorte, il en tirait grosso *modo* une trentaine de milliers de francs annuels sous le règne de Louis-Philippe ⁵.

... et une amodiation parcellaire à vocation clientéliste

- 7 Le prince de Wagram, comparable en ce point (sinon en d'autres, par exemple par sa pratique assidue, et, nous le verrons, quasi-monopolistique de la chasse), non seulement à son père, mais également aux ci-devant marquis de Grosbois, complétait les revenus de son domaine personnel (héritier de la *réserve* seigneuriale), par les loyers de

terrains loués à des particuliers (en lieu et place des anciennes *censives*). Ainsi contribua-t-il, dans un cadre légal complètement métamorphosé par l'institutionnalisation de la libre propriété autant que par la mise en place de structures représentatives aux plans local et national, à restaurer un mode de partage de la valeur ajoutée directement issu de l'Ancien Régime. D'autant que ces baux imposaient l'interdiction toute féodale de chasser sur les terres mises en location, ainsi que l'obligation d'entretenir une réserve de chasse, sans compter celle de maintenir ou de remplacer les essences d'arbres. De surcroît, le prince, comme sa position dominante pouvait le lui permettre ⁶, se réservait de toucher les fermages en numéraire ou en nature selon sa convenance.

- 8 Ajoutons qu'il choisit de parcelliser à l'extrême ses propriétés. En effet, en 1831, il pouvait compter sur les loyers de la ferme de Mandres, dépendante de son majorat, soit 16 200 francs, et de diverses pièces de terres à Boissy, Sucy, Mandres et Marolles, louées pour un peu moins de 3 000 francs au total à cinq fermiers différents, dont le pépiniériste Tardif et le boucher Courville, locataires depuis 1813 ⁷. Puis en 1836, le maître de Grosbois afferma les terrains formant le tour du parc à deux cultivateurs pour des sommes modiques, avant de récupérer deux ans plus tard le domaine de Marolles, et d'en louer la ferme pour 10 250 francs. En même temps, à l'occasion du renouvellement des baux, Courville ne garda plus qu'une vingtaine d'hectares sur la soixantaine naguère livrée à ses soins, le reste étant désormais morcelé entre une dizaine de locataires différents. Au total, le prince avait, en cette fin des années 1830, doublé le nombre de ses tenanciers – parmi lesquels plusieurs cultivateurs, un marchand de farine, un négociant en fourrages, un vigneron, un voiturier, un maître-vannier (locataire d'une oseraie), un cultivateur et même un banquier, le baron Hottinguer, son voisin du château du Piple à Boissy-Saint-Léger – sans accroître des loyers déjà élevés depuis les premières années de la Restauration. En rognant ainsi ses revenus fonciers, tout en démultipliant les baux, le fils du maréchal savait, à l'instar des patriciens franc-comtois ou artésien, pouvoir s'assurer la fidélité d'une clientèle locale ⁸.
- 9 Dans la grande tradition aristocratique, celle des Orléans, Penthièvre, Villedeuil et autres Sainte-Marie, Berthier avait tenu, avec les deux grands massifs des Camaldules et de la forêt Notre-Dame, à se constituer une imposante réserve boisée. En effet, la propriété sylvestre était inhérente au mode de vie nobiliaire, tant du point de vue symbolique – l'arbre étant l'image même de la permanence du bien lignager –, que du point de vue concret : tel un véritable « coffre-fort » naturel, elle offrait la garantie d'un capital aisément mobilisable et de revenus sûrs et réguliers, sans compter l'espace privilégié offert au loisir cynégétique. Aussi plans de coupe et de chasse dépendaient-ils rigoureusement les uns des autres et étaient exécutés par le géomètre local, sous la plus stricte surveillance du fils du maréchal et de ses gardes. Une dizaine de fidèles clients, marchands de bois ou de charbon des communes avoisinantes, se partageaient les adjudications qui rapportaient environ 60 000 francs

annuels. En outre, le châtelain de Grosbois louait à des particuliers le droit de tirer dans ses forêts. Mais, alors qu'il s'était contenté, jusqu'à la fin des années 1830, d'un nombre restreint de locataires, à compter de cette date, il se mit à multiplier les petites chasses offertes à des paysans du cru contre des redevances en nature. Un tel parallélisme avec l'amodiation parcellaire pratiquée pour ses terrains ne pouvait naturellement être fortuit, mais plutôt le fruit bien mûri d'une stratégie opportunément adaptée au rôle assigné par le régime louis-philippard à ses élites rurales, dans un système de représentation évoquant assez exactement celui des « poupées russes ».

Campagnes du sud-est parisien et « république des propriétaires »

- 10 Les poupées russes, semblables mais de plus en plus réduites afin qu'elles puissent s'emboîter les unes dans les autres de la plus grande à la plus petite, sont une illustration commode du concept de représentation. Le parlement représente la nation, exactement comme d'autres assemblées plus restreintes, le département ou bien la commune. Et au cœur du système, la plus petite de ces poupées, *l'électeur* avait été défini par la monarchie de Juillet par le critère d'un cens maintenu quoique abaissé, seul moyen de fonder cette « république des propriétaires » tant souhaitée par Thiers, indépendamment de la forme du régime. La propriété constituant la base de l'ordre politique, il était logique que « les petits-bourgeois et paysans [vissent] dans [ces] grands dignitaires de la propriété, les représentants naturels de leur propriété », comme l'écrit fort justement Marx, observateur précis des transformations du social, à propos de la France de 1848⁹. C'est pourquoi l'héritier de Grosbois, figurant au premier rang des électeurs avec le cens le plus élevé du département, ne pouvait se refuser à être leur mandataire.
- 11 D'où l'adoption de cette gestion clientéliste destinée à lui concilier les bonnes grâces du village et lui permettre de réussir son entrée au conseil municipal de Marolles (commune limitrophe de son parc), puis au conseil général de Seine-et-Oise, dans un rôle de notable local au service de cette « république des propriétaires » ; avec, dans une perspective libérale et décentralisatrice, la charge moins de lui imposer la volonté de l'État central que d'en représenter les intérêts. Significatif est à cet égard le dédain manifesté par le prince de Wagram, semblable à la très grande majorité de l'aristocratie, pour la fonction de maire¹⁰, au profit du commandement d'un bataillon de la garde nationale, permettant d'affirmer l'indéfectible solidarité des propriétaires en matière de surveillance de leurs biens¹¹. Aussi toute défaillance était-elle sévèrement punie, avec par exemple la mise à l'amende des retardataires. En outre, le mode de gestion du domaine s'appuyait fortement sur les élites locales : à la suite de sa mère qui l'avait engagé en 1828, il conserva le maire de Marolles, le notaire Pierre-André Fournier, comme régisseur de son domaine, jusqu'en 1833. Puis ce fut

l'auditeur de la justice de paix du canton et huissier auprès du tribunal de Corbeil, Joseph-Antoine Rochas, qui lui succéda à cette date, tout en se voyant nommé maire de Boissy-Saint-Léger en 1838, comme si le régime de Louis-Philippe cherchait à conforter la position du châtelain de Grosbois, dans son rôle de représentant de la société civile, en resserrant les liens entre village et château.

- 12 Si c'était surtout l'héritier d'un grand nom de l'Empire que Louis-Philippe avait voulu honorer, ce ne fut qu'en multipliant les liens avec la société civile – consacrés par l'élection et étayés par toute une clientèle fournie par des baux de terres ou de chasses démultipliés – que celui-ci put se maintenir au sommet de la pyramide. Mais avec pour mission non pas tant de refléter la gloire du régime, que de lui servir d'interface avec la société civile. Mission d'ailleurs partagée de bonne grâce avec le baron Hottinguer, nommé, suite au décès de Rochas, maire de Boissy-Saint-Léger en 1844.
- 13 La révolution de 1848 n'y changea rien. Au contraire, le prince de Wagram s'illustra à la tête de son bataillon dans la répression du soulèvement de juin ¹². Pour célébrer l'exploit, un grand banquet municipal offert conjointement avec Hottinguer, d'ailleurs confirmé dans ses fonctions par le conseil municipal en août, symbolisa ainsi la collaboration efficace des aristocraties foncières et financières au service du maintien de l'ordre. La loi du 3 mai 1851 fut même l'ultime tentative d'instituer cette « république des propriétaires », que le lien personnel établi par le suffrage « universel » entre le peuple et le président condamnait d'avance, avant que son maintien comme fondement de la légitimité impériale ne le remisât définitivement au musée des antiques. Dans ce corps électoral au trois quarts rural, il fallait donc au chef de l'État des cadres à même d'y relayer ses décisions. Au reste, ce fut longtemps sa force que de pouvoir – dans une perspective inverse de celle de Louis-Philippe, c'est-à-dire résolument anti-libérale et centralisatrice – mobiliser autant un appareil d'État efficace que des moyens de contrôle issus du monde civil, tels l'Église ou certains notables, dont les descendants des nobles créés par son oncle, soudain tout dévoués à une cause qui leur donnait une chance inespérée de revenir au premier plan. Fort logiquement, quand Hottinguer, en libéral convaincu, démissionna de la mairie pour protester contre le rétablissement de l'Empire, c'est au fils du maréchal Berthier, déjà nommé sénateur, qu'échut la relève.

Prosperité impériale, grande propriété rurale et modernisation économique dans le canton de Boissy-Saint-Léger (1852-1871)

Contrôle des populations, élites impériales et pouvoir central

- 14 Napoléon-Alexandre de Wagram se voyait ainsi doté, à 42 ans, d'une emprise locale renforcée. En serviteur zélé du régime, il lui fallut

préparer sans tarder le plébiscite de 1852 rétablissant l'Empire, le préfet l'exhortant à « user de toute l'honorable influence que vous exercez autour de vous [...] d'accord avec vos propres sentiments »¹³, et, pour « faciliter le vote », à distribuer des bulletins « oui » aux électeurs. La commune les utilisa à 94,9 %, contre 4,5 % de « non » et un nul, sur 178 votants, les 8,7 % d'abstentions représentant, selon le préfet la « politique de l'opposition ». Le canton de Boissy, pour sa part, avait voté « oui » à 96,3 % et enregistré 8,9 % d'abstentions : un des meilleurs taux de la région, comme pour le précédent plébiscite sur la révision de la Constitution¹⁴. Nul doute que l'existence d'un noyau libéral, groupé autour d'Hottinguer et de son fermier Révillon, explique un score communal inférieur au cantonal, cette rivalité entre banquier protestant et aristocrate bonapartiste se transposant du reste en une pacifique rivalité dans la pratique de l'évergétisme local.

- 15 Premier magistrat municipal, le châtelain de Grosbois avait l'avantage : contributeur du budget de la commune pour 300 francs annuels, il acheta de ses deniers une maison sur la place de l'église de Boissy en 1852 pour y installer une école, et avança le prix de sa réfection, tandis que Hottinguer offrait un bâtiment destiné à l'implantation d'une école normale d'institutrices protestantes en 1854. Et bien que ce dernier dédaignât toujours de réintégrer le conseil municipal, il s'offrit même le luxe d'avancer à la commune une partie de l'argent nécessaire à l'achat d'une nouvelle école, puisque l'actuelle était trop exiguë pour 78 enfants, ce qui avait motivé l'inspecteur primaire à refuser son agrément. On décida donc en 1857 de « réunir en un seul bâtiment la mairie, la Justice de Paix et l'école »¹⁵. Pour ce faire, le maire concéda gracieusement à la commune un terrain de 2 548 m², et 9 075 francs qui lui étaient dus sur la réfection de l'ancienne école. Le coût de la remise en état était couvert, quant à lui, par une souscription où le prince et le baron figuraient respectivement pour 12 000 et 6 000 francs, complétée par un prêt de la banque Hottinguer, symbolisant la réconciliation des deux notables sur ce projet. À ceux qui critiquaient l'environnement bruyant du bâtiment et son éloignement de l'église, le maire rétorqua qu'un établissement sur la Grande rue permettrait de mieux surveiller les enfants et d'éviter ainsi les graffitis « d'écrits et d'images contraires à la pudeur ». Et l'éloignement de l'église ne pourrait qu'avantageusement empêcher l'instituteur d'y aller un peu trop souvent chanter en abandonnant ses élèves !
- 16 En 1861, le chantier était fini, le fils du maréchal ayant avancé gracieusement 21 720 francs afin de régler les surcoûts. L'architecte Tremblay avait réalisé une façon de réplique du château, empruntant le même style Louis XIII de pierres et de briques et soignant l'aménagement intérieur des deux grandes salles de la justice de paix et du conseil municipal (dont l'aigle impériale orne toujours l'encoignure), tandis que, derrière la mairie, l'école avait été dotée d'une spacieuse classe de 105 m². Dans le prolongement de cette œuvre éducative, et afin de développer « le goût de l'art musical dans les masses », le conseil

autorisa le maire à créer un orphéon municipal, auquel fut imposé un règlement très sévère avec amendes pour les absents et les trublions ¹⁶.

- 17 À ces soucis d'éducation et de moralisation populaires, le fils du maréchal ajoutait celui de la tranquillité publique. Ainsi déplaça-t-il de septembre à août la fête du village – au mépris de son saint patron – dans le but d'assurer « sécurité et protection pour tous » ¹⁷. En revanche, il orchestra la restauration de l'église et paya une partie des vitraux du chœur – mais autant pour refléter la gloire du régime et de ses piliers que celle du christ. En effet, non seulement Napoléon III fit personnellement don d'un ostensoir, tandis que les interventions auprès du ministre des Cultes de la princesse Murat, fille du maire, permirent de financer une bonne part des travaux. Ce même maire fit de surcroît reconstruire la chapelle de Grosbois, graver à l'entrée son « W » emblématique et peindre des médaillons, où lui, son père, sa femme et son fils étaient représentés en saint Alexandre, saint Léger, sainte Françoise et saint Hubert, tels des « messagers du Seigneur »...
- 18 En sus, il mit l'hygiène au premier rang de ses préoccupations, s'engageant, en 1865, dans la fondation de la « Compagnie des Eaux de Seine pour le canton de Boissy-Saint-Léger », destinée à l'alimentation des lavoirs et des bâtiments communaux, avant de substituer aux deux lavoirs existants un autre plus vaste, ainsi qu'un rinçoir, et d'en séparer le nouvel abreuvoir. Il lutta également sans répit contre l'utilisation des espaces publics pour la satisfaction des besoins personnels, tout en cherchant sans grand succès (comme l'atteste la réitération de ses recommandations et arrêtés municipaux en 1852, 1858 et 1865) à obliger ses administrés au curetage et la protection de leurs fosses d'aisance.
- 19 Parallèlement, le maire de Boissy s'associa à la fondation de la société de secours mutuels de l'arrondissement de Corbeil en 1850. Ce type de société était réapparu à la fin de la monarchie de Juillet, sous la forme d'associations locales regroupant toutes les couches sociales sous la direction des notables du cru, avant qu'une des premières décisions de l'empereur ne fasse passer le dispositif sous tutelle de l'État, avec président choisi en son nom par le préfet. Celle de Corbeil obtint l'approbation en 1853. En outre, au nom du bureau de bienfaisance de Boissy, le maire, chargé de collecter puis de répartir les legs des plus généreux habitants, distribuait 600 kilogrammes de pain par an aux « malheureux » – une façon de faire jugée préférable aux aumônes en numéraire, toujours susceptibles d'être dilapidées en boisson.
- 20 Ainsi n'en rendait-il que plus efficace son soutien au candidat officiel à la députation pour la 2^e circonscription de Seine-et-Oise, Darblay, parent des papetiers de Corbeil ¹⁸, et constamment réélu jusqu'aux élections cruciales de 1869 ¹⁹. À cette occasion, Napoléon-Alexandre fit afficher l'appel suivant : « Électeurs, mes administrés. Vous êtes appelés à nommer dans huit jours votre représentant à la Chambre des Députés. Je vous invite tous à prendre part à cet important manifeste de la volonté nationale, et sans vouloir user d'aucune influence, permettez-moi de recommander à vos suffrages la candidature de M. Darblay, député

sortant, que je crois mieux à même que tout autre candidat, de servir les intérêts du pays et qui n'a cessé de réclamer en notre faveur, l'exécution du décret relatif au prolongement très prochain du chemin de fer de la Varenne »²⁰.

- 21 Cette déclaration, entre respect apparent des principes démocratiques et exaltation de la figure du chef, était bien au diapason du régime impérial, associant la moderne et précise revendication d'une desserte ferroviaire de Boissy avec l'évocation vague et passéiste des « intérêts du pays ». En tout cas, malgré la montée des oppositions, Darblay y capitalisa encore 63,7 % des voix, non sans l'aide des fonds propres du prince²¹. Et le plébiscite de 1870 relatif à la libéralisation du régime impérial fut un relatif succès avec 88,8 % de « oui » et 9,8 % de « non » – contre 81,5 % et 17,3 % au niveau national, mais un peu plus d'abstentions. En ces campagnes du sud-est francilien, la position du prince de Wagram semblait donc des mieux assurées, à l'image de celle du régime qu'il incarnait, et qui lui avait permis autant d'étendre son autorité sur les hommes que de conforter son emprise sur l'espace.

Contrôle de l'espace, fin du clientélisme et rationalisation de la gestion du patrimoine foncier

- 22 En effet, l'avènement du Second Empire fut pour le fils du maréchal l'occasion d'une offensive foncière sans précédent. La tactique retenue fut, autant que possible, de placer plus ou moins gros selon l'état du marché et les disponibilités financières du moment, en fonction du principe suivant : l'épargne finançait les petites surfaces – vendues soit par les communes voisines, soit par des cultivateurs ou artisans locaux, soit par des artisans ou commerçants parisiens – tandis que les apports de fonds extraordinaires, comme les héritages, permettaient d'acheter à des ci-devant nobles, de plus gros lots, tels les comtes du Barry et de Cumont lui cédant l'un, un bois de 17 hectares, et l'autre une ferme de 34 hectares. À la manière d'un joueur de puzzle, le châtelain de Grosbois, en adjoignant de nouveaux terrains aux biens déjà détenus, put ainsi non seulement reconstituer le domaine de son père disloqué par la succession, mais l'agrandir, tout en en rendant le parcellaire plus homogène. Pour ce faire, les Wagram allèrent d'ailleurs jusqu'à payer des prix exorbitants, surtout après les années 1860, en plein apogée de la rente foncière, afin de bâtir un domaine implanté sur quinze communes, presque toutes du même canton. Propriétaire de la majorité du sol de Boissy et Marolles, dont il détenait presque 70 %, le prince de Wagram n'était pas loin du tiers pour Santeny, Yerres, Mandres et Sucy-en-Brie, tandis que les superficies possédées dans les autres villages décroissaient en raison inverse de la distance au château. Peut-on toutefois en inférer qu'en étendant ainsi son bien, c'est seulement le prestige social qu'il recherchait ?
- 23 Au contraire, ces années de l'Empire correspondent à un effort de rationalisation sans précédent dans la gestion de son patrimoine. Ainsi

mit-il fin, en 1851, au système de double administration jusque-là en vigueur (il est vrai que le dernier comptable parisien s'avéra être un escroc), pour centraliser la responsabilité des affaires dans les mains d'un unique intendant, fils du secrétaire de mairie de Sucy, et ancien clerc de notaire, Alexandre Gaut. En raison de ses compétences et de son autorité, ce dernier devint, au fil des ans, l'homme de confiance du prince, à tel point qu'il finit par incarner le château auprès des villageois, et par devenir un personnage respecté et régulièrement réélu au conseil municipal, avec des scores néanmoins inférieurs à ceux de son maître, signe d'une légitimité moins assise. Il n'est cependant qu'à voir ses comptes impeccablement tenus pour se convaincre de ses qualités. Est-ce lui qui suggéra au prince d'abandonner le système clientéliste de parcellisation à outrance ? Nul ne saurait le dire, mais toujours est-il qu'à partir des années 1850, celui-ci, profitant de ses nouvelles acquisitions pour créer de vastes unités d'exploitations homogènes, réduisit impitoyablement le nombre de ses locataires pour n'en garder qu'un petit quart, dont trois gros fermiers aux reins solides capables tant de payer d'importants loyers que d'en supporter les hausses successives. Ainsi, la ferme de Mandres (ci-devant ferme de Monsieur), après avoir été abandonnée par un précédent locataire en 1851, fut reprise par un dénommé Scourgeon pour un loyer de 17 000 francs annuels, porté à 19 500 francs en 1859 (soit 98 francs par hectare, résultat d'une hausse de 21 % depuis 1831) et maintenu à ce niveau pendant les 40 ans que dura le bail. À la ferme de Marolles, le prince garda le même fermier pendant plus d'un demi-siècle à partir de 1838 en dépit des hausses successives du loyer qui le hissèrent de 10 325 francs à 14 000 francs en 1861 – la propriété ayant gagné, il est vrai, presque 3 hectares de plus (soit depuis 1831, une hausse de 37 %, de 63 à 84 francs par hectare).

- 24 Mais la grande affaire du fils du maréchal fut l'aménagement de la ferme du bois d'Auteuil acquise en 1856, réunie à deux terrains voisins et régulièrement agrandie à partir de 1861. D'abord louée pour 1 202 francs, alors qu'elle se limitait à 34 hectares, le fermier consentit en 1868 à signer un nouveau bail portant sa redevance annuelle à 5 153 francs, pour une surface de 48 hectares 35 ares (soit un saut de plus de 200 %, de 35 à 106 francs par hectare)²². Quant au loyer du Tournebride de Grosbois, utilisé comme auberge, il connut une évolution tout aussi spectaculaire avec une hausse de 200 francs en 1844 à 900 francs en 1866 (+ 350 % !) puis à 1 200 francs l'année suivante, après que le préfet en eut autorisé l'extension. Ainsi, le châtelain de Grosbois avait pu, en se ménageant la fidélité de ces fermiers, s'assurer des ressources aussi régulières que sûres, au détriment d'une clientèle désormais inutile. Et dans le même esprit, ayant regroupé ses bois pour en rationaliser l'exploitation avec un aménagement en séries, elles-mêmes divisées en coupes annuelles, il préféra restreindre le nombre de ses locataires de chasse pour louer de plus vastes lots à de nobles voisins ou à quelques bourgeois aisés de Paris – avocats ou négociants – tout en augmentant le revenu qu'il en tirait (10 000 francs en 1860), et donc ses capacités d'investissement dans la ferme de Grosbois.

Innovation technique, modernisation agricole et conservatisme social

- 25 Sur ce front, les années du Second Empire furent aussi – et on ne saurait y voir une simple coïncidence – pratiquement contemporaines d'une gestion innovante de la ferme de Grosbois ²³, jusqu'ici davantage tournée vers l'élevage ovin. Le nouveau maire de Boissy, grand lecteur de revues spécialisées, restreignit son troupeau pour l'amener à une centaine de têtes seulement dans les années 1860, afin de s'orienter vers un élevage bovin *high tech*. Aussi porta-t-il la superficie de la ferme à environ 18 hectares, et fit-il construire au nord de son parc, en 1850, un léger bâtiment à colombages, appelé « ferme des Bruyères (ou de Sucy) », tout en se limitant à une vingtaine de têtes – le prince préférant extensifier son élevage et miser moins sur la quantité que sur la qualité d'espèces rigoureusement sélectionnées aux marchés de Sceaux et surtout de Poissy, bêtes hollandaises ou bretonnes. Ce qui lui valut plusieurs prix, tel ce taureau de 731 kilos primé en 1860 à Poissy. D'ailleurs, chaque bête était consignée dans un livre de vacherie avec sa date de naissance, sa race, ses géniteurs et descendants et sa production laitière, elle-même soigneusement reportée dans des registres de laiterie. Le rendement quotidien de chaque bête y était relevé au regard des ventes et des quantités consommées tant par le château que par les veaux de lait et les furets (destinés à débusquer les animaux à terrier, ils nécessitaient 110 litres par jour). Avec ces chiffres de l'ordre de 3 500 litres par bête et par an, le prince était bien au-dessus d'une moyenne nationale plafonnant à 1 600 litres. En outre, il tenait de sa main un carnet particulier pour la porcherie, avec le compte des bêtes abattues et de la répartition des morceaux.
- 26 L'augmentation des besoins alimentaires du troupeau nécessita la réorganisation des assolements : de très grandes parcelles furent créées, des prairies artificielles de trèfle incarnat, luzerne ou sainfoin furent plantées, tandis que la production d'avoine augmenta, de telle sorte que le domaine en devint même excédentaire à partir des années 1855, et put en revendre une part, comme pour le blé. En effet, le prince, outre qu'il disposait d'un abondant fumier de parc, se faisait livrer du *guano*, et, pour amender un terrain très argileux, de la chaux. Aussi lui fallait-il un nombreux personnel. Quinze employés étaient au service des deux fermes, aux gages en perpétuel progrès, notamment ceux des vachers de 240 à 600 francs annuels – dans un contexte de tensions permanentes sur le marché de la main d'œuvre, entre les plus ou moins grosses fermes, les châteaux et la capitale toute proche. D'où la nécessité de faire de plus en plus appel à des migrants saisonniers dont l'on se méfiait pourtant beaucoup, qu'on les tint pour des voleurs ou des paresseux. Aussi, le prince de Wagram n'ignora rien de ce qui économisait des bras, en acquérant, dès les années 1860, une des trois seules batteuses du département, propulsée par une locomotive à vapeur, ainsi qu'une

moissonneuse, une faneuse, ou encore des faucheuses et un semoir à betteraves.

- 27 En conséquence, les revenus de la ferme s'accrurent jusqu'à dépasser 60 000 francs annuels à la fin de l'Empire, dont une moitié fournie par les ventes de végétaux avec une année exceptionnelle en 1855 (le blé atteignant 35 francs l'hectolitre), et l'autre, par le produit de l'élevage et de la basse-cour alimentée par des importations régulières de volaille russe ou anglaise, voire de poules d'Asie ! Ainsi la ferme de Grosbois rejoignait-elle le chiffre d'affaires, atteint seulement par quelques établissements d'élite, de 40 000 francs par hectare. Avec des dépenses faramineuses dues moins aux achats croissants de grains et fourrages qu'à une masse salariale disproportionnée (50 % des dépenses), et en partie détournée au service du château, le résultat brut d'exploitation ne pouvait toutefois qu'être globalement négatif. Qu'importait : le prince avait de quoi combler le déficit, cependant que toute sa conduite, loin d'être déterminée par l'appât du gain, se fondait sur la nécessité de maintenir son nom, d'affermir sa propre légitimité et de relayer la volonté impériale de modernisation, en s'offrant ainsi, avec ses machines *dernier cri*, ses bêtes primées et sa ferme exemplaire, en modèle à toute une campagne. Autorité morale et politique incontestée donc que celle de ce grand propriétaire à la veille de la débâcle de 1870, dans une sorte de relation enchantée avec la société locale ? Il y a bien des indices, néanmoins, qu'au-delà des apparences, elle n'était pas sans quelques failles, perceptibles dès les dernières années de l'Empire, et que la défaite de 1870 et la montée de l'esprit républicain allaient très sérieusement contribuer à élargir.

Modernisation politique et recompositions sociales : vers une « fin des notables » dans les campagnes du sud-est parisien ? (1871-1929)

Le choc de 1870 et la montée en puissance de l'esprit républicain

- 28 Il n'est pas certain en effet que la mainmise exercée par le prince de Wagram sur le canton de Boissy, lestée de tout l'appui de Napoléon III, n'ait rencontré une résistance diffuse dans la société locale. D'abord, son nom le liait plus qu'aucun autre au sort du régime impérial. Et en même temps, son titre, son domaine et ses prérogatives évoquaient puissamment l'Ancien Régime et le système seigneurial d'antan. Il y avait bien de la « résurgence féodale » à cumuler ainsi la grande propriété d'un sol partagé entre exploitation directe et terrains affermés, à se réserver un quasi-monopole sur la chasse, et, en sus, à entretenir une véritable milice constituée par la dizaine de gardes employés à la surveillance des forêts, agréés par le préfet et assermentés devant le tribunal de première instance, puisque leur principale mission, outre la surveillance des coupes de bois, consistait en la répression des petits délits forestiers, avec la faculté de dresser procès verbal « pour l'intérêt

et la conservation des propriétés ». D'ailleurs, leur maître se plaisait à leur rappeler qu'ils étaient « presque des militaires »²⁴, vitupérant fréquemment leur trop grande indulgence. Pourtant, à voir les liasses de procès verbaux dressés par leurs soins, difficile de prendre leur sévérité en défaut : extraction de pierres sans permis, pâturage illicite, vols de bois et bien sûr, braconnage – de la pose de collets au tir de volatile en passant par le furetage de terriers ou la pêche non autorisée, sans parler de l'emprunt de chemins interdits – étaient impitoyablement réprimés, le prince allant même jusqu'à poursuivre (à la grande indignation du voisinage) des enfants convaincus de vol de terre, mais s'octroyant le droit régalien de tempérer leurs rigueurs, en leur demandant, par exemple, de « ne faire payer qu'une petite amende »²⁵. Si les voleurs étaient surtout des manouvriers ou des bûcherons, aux surnoms tristement connotés tel ce chapardeur de bois appelé « la Ruine », les braconniers étaient plutôt des cultivateurs ou des commerçants acceptant de plus en plus mal d'être ainsi rudoyés par les gardes des Wagram : l'antagonisme autour du droit de chasse cristallisait donc toujours les tensions²⁶ entre le village et un château que son identification au régime impérial exacerbait encore un peu plus.

29 À cet égard, exemplaire fut cette affaire dans laquelle, Comté, entrepreneur de travaux publics en délicatesse avec le prince au sujet de pierres détournées du parc, et de travaux non payés par la commune en rétorsion (ce qui montre à quel point ce dernier la confondait avec le château) fut roué de coup par les gardes pour avoir insulté le prince Murat, déclaré que tant qu'il ne rejoindrait pas Pierre Bonaparte en prison (le meurtrier de Victor Noir), « tous les honnêtes gens avaient le devoir de le tuer comme un chien »²⁷, et persiflé contre le gouvernement. Aussi portèrent-ils plainte auprès du tribunal correctionnel de Créteil pour « diffamation » et Comté pour « coups et blessures ». Or, les juges, tout en le condamnant à l'amende, le déboutèrent – les princes refusant de paraître à l'audience en raison de leur rang sénatorial. Belle occasion pour l'opposition de mener campagne tant contre l'inféodation des juges au régime que contre l'impunité accordée à son oligarchie. Comté portant l'affaire devant la Haute Cour, l'empereur ne put faire autrement que d'y déférer son cousin, avant que l'entrepreneur, accablé de pressions, ne se désiste *in fine*, sous les sarcasmes de la gauche, pour qui les pratiques des gardes de Grosbois conjuguèrent fâcheusement despotisme et féodalisme.

30 En ce sens, la guerre et la déchéance de Napoléon III marquèrent un tournant irrémédiable : le protecteur du village partit se réfugier à Trouville, sa commune abandonnée à un régiment de Bavarois, et le domaine confié à son fils (où, signe des temps, ce mondain confessait s'y ennuyer « horriblement »), assisté du fidèle intendant grâce auquel Grosbois était resté « comme une perle au milieu d'un tas de fumier », les derniers combats destinés à contenir l'ennemi ayant provoqué de lourdes destructions en ces avant-postes du sud-est parisien. Fidèle à ses traditions, le prince, une fois revenu, accorda non seulement une remise

de loyer à ses fermiers, mais s'engagea financièrement – comme Hottinguer – dans la reconstruction de Boissy. En revanche, il abandonna sa mairie et perdit son siège de sénateur. Autant dire que sa position était sérieusement entamée, lui-même atteignant les 60 ans. Tout en se muant en patriarche ombrageux et tyrannique, préférant par-dessus tout le laisser-courre et les longues chevauchées à travers guérets et futaies domaniales, il préféra se retirer de la politique au profit de son fils frivole et beau parleur, sans par ailleurs l'associer aucunement à la gestion du domaine.

- 31 Si le conseil général restait acquis au petit-fils du maréchal, en revanche ses échecs successifs aux législatives de 1876 et 1877 témoignent de la profondeur croissante du fossé le séparant des électeurs et sont un exemple, mais non le seul, de l'effondrement du vote « orléano-bonapartiste », propre à cette région, au profit des républicains. Sans doute parce que la guerre fut aussi l'occasion d'une transformation des représentations politiques et d'une mutation de statut pour cette élite impériale, obligée d'abandonner son rôle de relais du pouvoir central dans les espaces ruraux pour se replier sur une position de classe. Ainsi le jeune homme avouait, lors des élections de février 1871, que ça ne lui allait guère d'avoir à « prêcher la paix », autrement dit de s'aligner sur les positions des monarchistes. Pourtant, quand il se présenta en 1876, ce fut bien sous le drapeau du parti de l'ordre dans lequel les monarchistes se voyaient, eux, obligés de mener campagne pour l'élection du président au suffrage universel. En effet, sans avoir, disait-il, « rien à dissimuler ni à regretter dans le glorieux passé sous l'auréole duquel s'abrite le nom que je porte », il n'en estimait pas moins que l'urgence était bien l'union de « tous les conservateurs sans distinction de parti », avant d'intimer à l'électeur que son « devoir » était de voter pour lui ²⁸. Impériales ou monarchistes, ces élites se voyaient menacées dans leurs fondements par le puissant courant égalitaire qui gagnait la société française, donc contraintes au rassemblement et prêtes à bien des concessions idéologiques. Ce que corrobore la montée en puissance d'un syndicalisme patronal agricole féroce, notamment à l'égard des ouvriers agricoles. Justement, la circonscription préféra au petit-fils du maréchal un républicain. Et il finit même par abandonner son siège au conseil général pour ne rester, lui et son nouvel intendant Maîche – engagé en 1896 et devenu à son tour un notable local redouté – qu'au conseil municipal. Une position inférieure à celle jadis détenue par son père, décédé en 1887. Et structurellement très différente, puisqu'il n'avait plus vocation, ni à se faire le mandant de ses électeurs, comme sous la monarchie de Juillet, ni l'exemplaire propagandiste de la bonne parole impériale. D'où un rapport transformé au domaine.

Progrès de l'urbanisation et déprise rurale

- 32 Le petit-fils du maréchal Berthier, noceur invétéré, tandis qu'en retour sa plus jeune sœur s'était vue attribuer la quotité disponible par un père qui

l'adorait, dut, à son décès, se départir d'une partie du domaine, afin de rembourser, notamment à cette sœur, les dettes qu'il avait multipliées et que sa famille avait réglées. Au-delà de cette péripétie familiale caractéristique d'une primauté donnée aux relations humaines sur le château, signe d'un enracinement rural encore superficiel, il est intéressant d'abord de noter que les acheteurs appartenaient, ici, comme en beaucoup d'autres lieux d'Île-de-France, à la catégorie des « couches montantes » urbaines, à l'exemple de Révillon, fils du fermier libéral du baron Hottinguer, devenu fourreur de luxe à Paris, lequel acquit une ferme des Wagram pour mieux la leur relouer ! Néanmoins, son mariage tardif avec Berthe de Rothschild offrit au prince les moyens de reprendre une offensive foncière limitée. À une différence près : c'est elle, et en son nom à elle uniquement, qui fit l'acquisition de la ferme de Noiseau (anciennement attachée au domaine d'Ormesson) et les quelques maigres terrains laissés par l'étroitesse du parcellaire local et la morosité du marché. Enfin, l'abolition des majorats par les radicaux en 1905 – donc du lien organique qui unissait le titre de prince à certaines de ses terres voisines du parc inaliénables et transmissibles par voie de primogéniture masculine, en vertu d'un privilège spécial rétabli par Napoléon – contribua à ébranler un peu plus encore son assise rurale.

33 Preuve de cet ébranlement : l'aggravation des conflits avec la société locale. Tout se passe comme si, au statut de relais entre pouvoir central et société civile assuré par cette élite châtelaine, s'était bien substituée une position de classe amplifiée par l'adhésion à la République des uns et son rejet par les autres. Les traditionnelles demandes de réparation intentées par les paysans victimes des dégâts causés par les lapins échappés du parc, non seulement se multiplièrent à la fin du siècle, mais se radicalisèrent. Ainsi, le prince, arc-bouté sur ses principes, après un second revers en appel, n'hésita pas à se porter devant la cour de cassation, en dépit des préventions de son avocat, « par le temps de démocratie qui règne et les tirades que les socialistes débitent à la chambre sur les grandes chasses de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne »²⁹. Et en 1906, le ministère public, sous le gouvernement de Clemenceau, le poursuivit au motif qu'il facilitait la conservation des terriers existants au lieu de les détruire.

34 La chasse, ultime vestige de la société de privilèges, demeurait en conséquence plus que jamais un enjeu symbolique de la lutte pour l'appropriation de l'espace. Ainsi, après que Marais, un propriétaire voisin, l'eut fait condamner pour « enlèvement et destruction illégale de gibier »³⁰, le prince entreprit de faire fuir les bêtes en orchestrant, à l'aide de mercenaires d'occasion, « tout un tintamarre », et en faisant intimider l'intrus par ses gardes. D'où une seconde plainte de Marais et une seconde condamnation du prince à 3 000 francs de dommages et intérêts pour emploi de moyens vexatoires. Ce fut ensuite au tour de l'assureur Arnould, acquéreur, en 1906, d'une maison à Noiseau destinée à être transformée en pavillon de chasse, de subir semblables avanies, comme l'atteste sa lettre au prince : « l'exercice de ce droit [de chasse]

m'a valu et me vaut depuis quelques jours une avalanche de menaces de la part de vos gardes [alors] que vos gardes, rabatteurs et vous-même faites au vu et au su de tous, actions de chasse sur mes terres » ³¹. Arnould préféra finalement céder, revendre aux Wagram et quitter la place.

- 35 Le châtelain de Grosbois tint cependant à se faire à son tour exploitant agricole, et à poursuivre la modernisation initiée par son père, puisque la fortune de sa femme lui en donnait les moyens, allant même jusqu'à gérer un second établissement, loué, on l'a dit, au fourreur Révillon ³². Ne négligeant rien des apports de l'industrie, il s'intéressa par exemple dès la fin du siècle à l'usage des engrais chimiques tout en poursuivant la mécanisation de son exploitation, mais aux prix d'un énorme déficit, dont, en hobereau hargneux, il attribuait la responsabilité à la supposée paresse de ses employés et à leur consommation excessive de fromage ! Et n'oublions pas qu'il put les supporter uniquement grâce à la fortune des Rothschild, tout comme il modernisa la ferme de Noiseau en y installant une rentable fabrique d'alcool industriel dans un contexte de forte demande urbaine. Mais, alors que son père, par son exemplarité, reflétait la modernité du régime impérial, lui ne réussit qu'à se fâcher un peu plus avec ses voisins, la fabrique déversant ses eaux usées dans le ruisseau commun. À l'entendre, récriminant contre les plaignants, exprimer son mépris pour les ronds-de-cuir de la République et son regret d'un temps révolu, on mesure toute la distance qui désormais le séparait du village.
- 36 Au contraire de son père qui s'y était tellement investi pour en faire l'ancrage de la lignée, le petit-fils du maréchal, sans pour autant abandonner le domaine, loin s'en faut, l'utilisait plutôt comme une moderne résidence secondaire, où il était facile d'attirer le grand monde qui pouvait quitter la capitale le matin, tirer le faisan et y rentrer le soir-même : les chasses du prince (qui ne pratiquait pas le laisser-courre) étaient appréciées, comme le montrent les listes de prestigieux invités et le nombre prodigieux de bêtes tuées. D'ailleurs, toujours grâce à sa femme, le château avait subi des transformations de grande ampleur, notamment la création d'un hall à l'anglaise, signe d'une volonté de rupture avec le passé, et avait été doté du chauffage central et de l'électricité. Mais il n'était évidemment pas question d'y passer six à huit mois de l'année : l'époque était au mouvement, aux voyages, aux fêtes.

Modernisation des campagnes et redéfinition de l'identité rurale de l'aristocratie

- 37 Tout se passait donc comme si la Belle Époque réalisait une profonde transformation du statut et du rapport de ces élites de moins en moins rurales ³³ à des « campagnes » définitivement acquises à la République. Révélateur est le désengagement de cette noblesse des œuvres de proximité au profit d'associations d'ampleur nationale, à l'image de la Croix-Rouge – à l'exception notable de la construction d'un asile pour les

pauvres par la princesse Berthe de Wagram à Santeny. Ou encore, l'attitude de son fils et dernier prince de Wagram, traversant le village à vive allure dans une de ses automobiles de luxe, toujours au quatre coins de l'Europe à satisfaire sa passion pour les antiquités et les impressionnistes, projetant d'installer des Maillol dans le parc du château, mais détestant chasser et ne s'intéressant que de très loin à son exploitation, laissée aux soins de ses régisseurs successifs, et ne faisant en somme qu'y passer. Ce qui d'une certaine manière, renforçait le pouvoir de l'intendant, devenu le seul lien permanent entre le village et le château, et en retour contribuait à accroître les défiances réciproques : ainsi les calomnies visant Maïche, et l'accusant d'utiliser les fermes des Wagram comme son « grenier d'abondance » montrent bien qui du navire était le capitaine, et à quel point il pouvait être haï. Et les façons extrêmement cassantes de son successeur, le vicomte Malet de Roquefort, chargé d'administrer Grosbois pendant la Grande Guerre, tandis que le prince était au front, ne pouvaient que creuser un peu plus le fossé, tant il se montrait pète-sec autant à l'égard des autorités locales que des fournisseurs ou du personnel que cet ancien officier prétendait mener comme au régiment.

- 38 Aussi n'est-on pas surpris que, face à un village gagné à la République (avant que les progrès de la suburbanisation n'en fassent durablement un fief socialiste), cette aristocratie impériale tournant le dos au bonapartisme, se soit, non seulement retrouvée comme on l'a dit, contrainte de s'unir aux ennemis d'hier, légitimistes et orléanistes, dans un parti de l'ordre doublé d'organisations agrariennes très revendicatives, mais se soit également ouverte aux autres membres de l'aristocratie en nouant des rapports d'alliance de plus en plus fréquents, avec des partis de tout premier rang, familles de Broglie ou de La Tour d'Auvergne pour les Wagram ou maison de France pour les Murat. Dans ce cadre, Grosbois accueillait des convives de plus en plus connus, de plus en plus riches, de plus en plus internationaux, de plus en plus couronnés, amenés dans des voitures luxueuses, habillés par l'« aristocratie du ciseau », puis repartant vers Biarritz ou la Riviera. D'un côté, donc, un village devenu une petite ville de banlieue, et de l'autre, un château découplé du village, mais de notoriété mondiale. D'ailleurs, n'est-ce pas le *New York Times* qui, le premier, annonça en 1918 la disparition du dernier prince de Wagram au champ d'honneur ? Sa sœur, qui lui succéda à la tête du domaine, ne fit qu'amplifier la tendance. Ainsi est-il révélateur que, semblable en ce point à nombre de ses pairs ³⁴, elle fit venir des fruits en corbeille des plus fines épiceries parisiennes, quand son grand-père mettait un point d'honneur à servir des compotes de ses fruits à toutes les fins de repas. Et alors que celui-ci, adulte, était parti seulement deux fois à l'étranger, elle ne passait pas une saison sans s'évader hors des frontières : Venise, Saint-Moritz, Monaco...
- 39 Ainsi Grosbois n'était-il plus qu'une pièce dans un dispositif d'envergure quasi-planétaire, dans lequel ces élites s'imposaient maintenant davantage comme les modèles d'un « art de vivre » à la française et les

relais de son industrie du luxe auprès de leurs pairs européens, voire américains, au détriment de leur rôle de vecteurs entre centre et périphérie rurale. Dans un même mouvement, la fortune des descendants Berthier était logiquement devenue de plus en plus mobilière et internationale, timidement dès la fin des années 1870, et à grande échelle par le mariage avec une Rothschild : ainsi le régisseur devenait autant gestionnaire de portefeuille qu'expert agronome et forestier. Précisément, la vague de spéculation des *roaring twenties* allait entraîner l'arrière-petite-fille du maréchal à dépecer encore davantage le domaine au profit de placements prometteurs à *Wall Street* : jamais Grosbois n'avait autant vécu à l'heure de la mondialisation. Et les effets du Jeudi noir de 1929 s'y firent très vite sentir, bien avant que la crise n'atteigne le pays profond, puisque la princesse de La Tour d'Auvergne se vit contrainte d'accélérer les cessions de terrains pour solder ses pertes. D'ailleurs le krach eut un retentissement dans toute cette région du sud-est parisien, comme le notait ce témoin : « la moitié de la Seine-et-Oise était à vendre »³⁵. Néanmoins, attachée au château de ses aïeux, elle le conserva avec sa ferme, continuant d'y mener grand train jusqu'à sa mort en 1960. Mais le basculement définitif de la région dans la banlieue, la construction des cités, le projet (abandonné par le préfet Delouvrier) de faire passer une autoroute dans le parc, la proximité d'Orly, l'impossibilité financière d'entretenir un tel bâtiment et son parc, et la possession d'un château lignager, amenèrent son fils à le céder à la société d'encouragement à l'élevage du trotteur français, seule à même d'y maintenir un petit musée. Dès lors, le seul lien entre les anciens maîtres des lieux et le village fut le caveau de famille et les quelques visites des descendants à d'anciens employés du château, derniers « ruraux » de cette partie de l'ancienne Seine-et-Oise rattachée au Val-de-Marne.

- 40 Force est de constater qu'en un sens la grande crise des années 1930 marqua bien, pour ce sud-est francilien, la fin de ce monde de la Belle Époque et des Années folles où la haute société tentait de se réinventer par la pratique de la mondanité cosmopolite et la redéfinition des normes de la distinction, tout en étant obligée de se rassembler sur une position de classe tandis que se fragilisaient les rapports avec le village et le monde rural, quand ils ne viraient pas à l'antagonisme déclaré, tandis que le domaine devenait un élément de la « bulle spéculative » et son château, une simple résidence secondaire. Certes, les Wagram au 20^e siècle en demeurèrent des occupants respectés. Mais incontestablement, le temps était révolu où le maître des lieux concentrait entre ses mains supériorité sociale, domination économique et autorité politique, redoublée par la présence omnipotente de la garde domaniale et du tout-puissant régisseur ; et surtout, où il assurait la fonction d'interface avec le pouvoir central. Que ce fût dans l'optique centralisatrice, moderniste et volontariste du Second Empire où le prince de Wagram et maire de Boissy se devait de propager dans le pays, fût-ce au prix de lourds déficits fonciers, l'exemple de l'innovation et de la rationalisation conjuguée au souci de son éducation, de manière à s'assurer l'appui du suffrage

universel, ou au contraire dans la perspective précédente, orléaniste, libérale et décentralisatrice, où lui fallait représenter la république des propriétaires, ses mandants, comme héritier d'un nom glorieux, mais surtout comme premier d'entre eux – au prix cette fois de coûteuses pratiques clientélistes d'affermage du domaine et des chasses.

- 41 Bien sûr, on trouverait moult châteaux où les héritiers perpétuent un lien vivant avec le village. On pourrait soutenir qu'il s'agit, avec les descendants de Wagram, de l'aristocratie impériale, et que cette progressive distension des liens entre le château et la société rurale montre surtout une acculturation incomplète aux valeurs de l'ancienne noblesse. Rappeler aussi qu'on est bien près de Paris, et en déduire qu'il ne faut surtout pas généraliser, ni à la France, ni encore moins aux pays voisins. Il y a pourtant bien des cas, et nombre d'indices en témoignent, où, selon le mot de Jean Bouvier, un exemple illustre « les tendances de tout un ensemble »³⁶. Formations de clientèles au temps de la monarchie censitaire, puis capitalisation de la proximité avec l'empereur, aristocratie dédaignant le statut de *gentleman-farmer* à temps complet à la fin du 19^e siècle, enfin patriciat touché par la crise de 1929, sont autant de marqueurs d'une histoire sociale signifiante. Et quand bien même cette histoire de famille relèverait d'une irréductible singularité, on n'en devrait pas négliger pour autant les mises en évidence qu'elle autorise, par exemple, des tensions et des flux induits par toute ville, et *a fortiori* par une capitale, ou de la diversité des formes sociales prises par la modernisation des économies et des sociétés rurales européennes sur ce long siècle qui sépare l'avènement de Louis-Philippe du krach de Wall Street.

NOTES

1. François LALLIARD, *La fortune des Wagram, de Napoléon à Proust*, Paris, Perrin, 2002, 496 p.
2. Minutier central des notaires parisiens, étude LXXXVI, liasse 1055 : Liquidation et partage de la succession d'Alexandre Berthier, prince de Wagram.
3. Minutier central des notaires parisiens, étude CXII, liasse 827 : Contrat de mariage entre Zénaïde Clary et Napoléon-Alexandre, prince de Wagram.
4. Claude-Isabelle BRELOT, *La noblesse réinventée. Nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870*, Paris, Les Belles Lettres, 1992, p. 349 ; Jean-Marie WISCART, *La noblesse de la Somme au 19^e siècle*, Amiens, Encrage, 1994, p. 201 et p. 139.
5. François LALLIARD, « Innovation agronomique et grande propriété aristocratique en Île-de-France au 19^e siècle », dans *Histoire et sociétés rurales*, n° 13, 1^{er} semestre 2000, pp. 67-92.

6. En effet, la perception de fermages en espèces métalliques pouvait se révéler un handicap en cas de hausse des prix, tout comme celles de fermages en nature le devenait en cas de baisse.
7. Archives nationales (Arch. nat.), 173 bis AP 369.
8. Claude-Isabelle BRELOT, *La noblesse réinventée...*, ouv. cité, p. 321.
9. Karl MARX, *Les luttes de classes en France*, 1850, dans Karl MARX, *Oeuvres, Politique*, Bibliothèque de la Pleïade, Paris, Gallimard, 1982, p. 310.
10. Maurice AGULHON, Louis GIRARD et Jean-Louis ROBERT [dir.], *Les maires en France du Consulat à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, 462 p.
11. Louis GIRARD, *La garde nationale (1814-1871)*, Paris, Plon, 1964, 388 p.
12. En effet, il put, venant du sud-est de la capitale, prendre les insurgés à revers à la barrière de Charenton.
13. Roger GUILLEMARD, *Boissy-Saint-Léger, mon village*, Boissy-Saint-Léger, chez l'auteur, p. 236.
14. Serge BIANCHI, « Le phénomène électoral dans le sud de l'Île-de-France », dans *Revue d'histoire du 19^e siècle*, n° 16, 1998, tableau 2 et 3, pp. 28-29.
15. Roger GUILLEMARD, *Boissy...*, ouv. cité, p. 244.
16. *Ibidem*, p. 259.
17. *Ibidem*, p. 258.
18. Jean BASTIÉ, *La croissance de la banlieue parisienne*, Paris, Presses universitaires de France, 1964, p. 77.
19. Roger GUILLEMARD, *Boissy ...*, ouv. cité, pp. 253-254.
20. Archives départementales du Val-de-Marne : 1 K Boissy 8 « Élections départementales ».
21. Arch. nat., 173 bis AP 443, dossier 6 « Dépenses 1868-1878 », sous-dossier « Frais pour le plébiscite ».
22. Celui-ci était déjà locataire depuis 1841 de terrains à Villecresnes s'étendant d'abord sur 2 hectares 95 ares (payés 242 francs annuels) puis sur 5 hectares 29 ares (payés 627 francs annuels).
23. François LALLIARD, « Innovation agronomique et grande propriété aristocratique en Île-de-France au 19^e siècle », dans *Histoire et sociétés rurales*, n° 13, 1^{er} semestre 2000, pp. 67-92.
24. Arch. nat., 173 bis AP 398, Livret du garde-chef, 1875.
25. Arch. nat., 173 bis AP 376, dossier 1 « Affaires judiciaires, I », sous-dossier 6 « Papiers divers ».
26. Jean-Luc MAYAUD, « Noblesses et paysanneries de 1789 à 1914 : des rapports d'exclusion ? », dans Claude-Isabelle BRELOT [dir.], *Noblesses et villes (1780-1950). Actes du colloque de Tours, 17-19 mars 1994*, Tours, Université de Tours/Édition de la Maison des sciences de la ville, 1995, pp. 55-69.
27. *La Réforme*, 12 janvier 1870. Il semble que ce journal ait considérablement déformé les propos tenus, puisque le meurtre de Victor Noir par Pierre Bonaparte ne date que du 10 janvier 1870.
28. Arch. nat., 173 bis AP 420, dossier 18 « Élections 1871-1876 ».
29. Arch. nat., 173 bis AP 370, dossier 1 « Marolles, terres communales ».
30. Arch. nat., 173 bis AP 370, sous-dossier 1 « Affaire Marais ».
31. Arch. nat., 173 bis AP 388, Ferme de Noiseau, dossier 2 « Contributions, etc. », sous-dossier 1 « Locations... ».

32. À l'encontre du droit nobiliaire pour lequel l'exploitation des fermes d'autrui est motif à dérogance : Alain TEXIER, *Qu'est-ce que la noblesse*, Paris, Tallandier, 1988, p. 488.
33. Claude-Isabelle BRELOT, « Itinérances nobles : la noblesse et la maîtrise de l'espace entre ville et château au 19^e siècle », dans Claude-Isabelle BRELOT [dir.], *Noblesses et villes...*, ouv. cité, p. 95.
34. Lucien CORPECHOT, *Souvenirs d'un journaliste dans les beaux châteaux de France*, tome 4, Paris, Plon, 1942, p. 199.
35. Duchesse de GRAMONT, *Mémoires. Tome 3 : La treizième heure*, Paris, Grasset, 1935, pp. 41-42.
36. Jean BOUVIER, *Naissance d'une banque : le Crédit lyonnais*, Paris, Flammarion, 1968, p. 8.

RÉSUMÉS

En 1831, le fils du maréchal Berthier et second prince de Wagram héritait du domaine de Grosbois à Boissy-Saint-Léger (Seine-et-Oise) dans une campagne de plus en plus soumise aux influences de la capitale. Cependant, pour conserver son rang et mériter son titre, il lui fallait se forger une nouvelle légitimité sur la base de la notabilité rurale conférée par la possession châtelaine. S'inscrivant dans le modèle louis-philippard d'une « république des propriétaires », il s'en fit le représentant comme pair de France, conseiller général et capitaine de la Garde nationale, au prix d'un clientélisme, donc d'une gestion conservatrice du domaine.

Or le Second Empire entraîna un renversement radical. Avec un tel nom, le prince quittait le rôle de délégué des élites censitaires pour celui de relais de la politique impériale. Nommé sénateur et maire de Boissy, il s'y fit le héraut de l'hygiène et de l'éducation populaire. En outre, il étendit et remembra son domaine en vastes exploitations, et transforma la ferme du château en exemple d'élevage bovin *high-tech* et de mécanisation précoce.

Mais avec l'avènement de la République, les liens du château et du village se distendirent, notamment après la mort du deuxième prince : non seulement son fils dut revendre une partie du domaine, mais se vit de plus en plus rejeté des électeurs. D'où le repli sur une vie mondaine cosmopolite condamnant le château à n'être plus qu'une moderne résidence secondaire, tandis que se multipliaient les conflits avec la société englobante. Une tendance qui ne pouvait que s'accroître à la génération suivante jusqu'à la revente finale du domaine.

Imperial Elites and the Modernization of the Rural Areas of the South-Eastern Bassin Parisien. The Berthier de Wagram and the Canton of Boissy-Saint-Léger from 1830 to the Crisis of 1929

In 1831, the son of field marshal Berthier and second prince of Wagram inherited Grosbois, an immense estate in a rural location, but under Paris' sphere of influence. However, he had to legitimate his rank and title by his distinguished status as landlord and castle owner. Following Louis Philippe's views regarding the "*république des propriétaires*", he did his best to represent less affluent landlords under the titles of *pair de France*, *conseiller général* and captain in the National Guard. In order to win votes, the price to pay was a very conservative management of his land.

With the accession of the Second Empire, this type of decentralized representation was reversed. Under the name of Wagram, the prince was no longer required to be a mediator for the civilian population, but to become the voice of the policies of Napoléon III. As mayor of the village, he

then promoted hygiene and public education. The prince also enlarged his estate, now settled in large allocations, and developed on his own farm high quality livestock for the Parisian market, thus providing the local population the means of using innovative, mechanical farming techniques.

However, after the fall of Napoleon III and the rise of democracy, the relationship between castle and village was weakened, especially after the prince's death in 1886. As a consequence, his property was divided up amongst his inheritors. His son, moreover, had to contend increasingly with the rejection of the electors and with conflicts with his neighbours. Therefore, during the Belle Époque, to compensate for the loss of local political power, the third prince elected a more cosmopolitan and luxurious way of life, in which the estate was reduced to a modern secondary residence. This trend would only continue to be reinforced by the following generation until the final sale of the property.

INDEX

Index chronologique : XIXe siècle, XXe siècle